

## Refonder Milan : Silvio Berlusconi et la promotion de nouveaux quartiers pour les classes supérieures

*Refounding Milan: Silvio Berlusconi and the Development of New Upper-Class Neighborhoods*

**Bruno Cousin**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8928>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.8928](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8928)

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 41-60

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Bruno Cousin, « Refonder Milan : Silvio Berlusconi et la promotion de nouveaux quartiers pour les classes supérieures », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2016, consulté le 15 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8928> ; DOI : [10.4000/questionsdecommunication.8928](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8928)

---

BRUNO COUSIN

Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques

Université Lille 1

F-59655

bruno.cousin@univ-lille1.fr

## REFONDER MILAN : SILVIO BERLUSCONI ET LA PROMOTION DE NOUVEAUX QUARTIERS POUR LES CLASSES SUPÉRIEURES

**Résumé.** — L'article rend compte de la naissance, durant les années 70, des premiers quartiers italiens refondés – Milano San Felice et Milano 2 (dans la commune de Segrate) – qui constituent la principale exception à la centralité pluriséculaire des classes supérieures dans la métropole milanaise. En abordant notamment le rôle crucial joué par Silvio Berlusconi, sont analysées les stratégies spécifiques d'innovation, de promotion immobilière, de marketing urbain, et de réinvention de la mémoire des lieux. En effet, celles-ci ont contribué à faire de ces nouveaux quartiers – issus de vastes opérations d'arasement, reconstruction, repeuplement et fermeture – un mode de résidentialité légitime et attractif pour une partie des Milanais les plus aisés.

**Mots clés.** — Promotion immobilière, refondation, classes supérieures, entre-soi, Milan, Italie.

Au printemps 1970, dans les pages des quotidiens et sur les panneaux bordant les routes lombardes, les slogans faisant la promotion d'un ensemble résidentiel qui n'existait pas encore<sup>1</sup> apparurent : « Milano 2, la ville des numéros un » (« *Milano 2, la città dei numeri uno* »), « un nouveau mode de vie » (« *un nuovo modo di vivere* »)<sup>2</sup>. Ils vendaient à la fois une marque statutaire et une promesse d'isolement, de coupure vis-à-vis du trafic automobile, des quartiers ouvriers, de l'agitation populaire et étudiante, de la délinquance et du spectre du terrorisme qui incitaient alors une partie des Milanais aisés à désertter les espaces publics, et les plus riches d'entre eux à quitter la ville par peur des enlèvements (Foot, 2001). « Milano 2, une ville pour vivre ».

Pourtant, le secteur des kidnappings périlclitait déjà et, habitués des placements dans la pierre, les chefs des clans siciliens réinvestissaient dans le Nord du pays ; alors que Luigi Berlusconi, cadre mandataire, puis directeur général d'une des principales blanchisseries de Cosa Nostra, la Banque Rasini de Piazza dei Mercanti (Tosches, 1986), lançait son fils aîné dans les affaires. Dès 1961, âgé d'à peine 25 ans, Silvio Berlusconi débutait dans l'immobilier grâce aux capitaux des établissements Rasini par où transitèrent, durant les années 70, les centaines de milliards de liras qui financèrent la construction de Milano 2 et firent la fortune du jeune promoteur<sup>3</sup>. L'origine de ces apports reste inconnue<sup>4</sup>, mais le circuit italo-helvétique qu'ils parcoururent pour éviter d'être tracés était l'une des principales voies de recyclage de l'argent mafieux (Ziegler, 1990) ; alors même que, entre-temps, Silvio Berlusconi resserrait ses liens personnels avec la famille palermitaine dite de Porta Nuova et engageait comme homme à tout faire un de ses membres éminents, le futur boss Vittorio Mangano (Veltri, Travaglio, 2001 ; Gomez, Travaglio, 2005)<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Nous remercions Marco Oberti, Edmond Préteceille et Enzo Mingione, ainsi qu'Arnaldo Bagnasco, Michela Barbot, Luc Boltanski, Sébastien Chauvin, Patrick Le Galès, Anne Raulin, Tommaso Vitale, Hervé Marchal, Jean-Marc Stébé et les deux évaluateurs anonymes du comité de lecture, pour leurs commentaires aux versions antérieures de ce texte. Selon une démarche inspirée des travaux de Mike Davis (notamment 1990, 1998) et Robert Castel (1995), on n'entre pas ici dans les débats historiographiques qui réinterrogent régulièrement les conditions de construction des données et positionnent explicitement chaque analyse par rapport aux traditions disciplinaires qui l'ont précédées (Ingold, 1998). Les témoignages d'époque et les élaborations des historiens, lorsqu'ils font consensus (sinon, nous nous attachons à le signaler), sont repris afin de les déployer et de les mettre en relation dans un espace assertorique plus spécifiquement sociologique.

<sup>2</sup> Ici, comme par la suite, nous traduisons.

<sup>3</sup> Dans la typologie des promoteurs privés professionnels établie par Christian Topalov (1974), S. Berlusconi et ses sociétés immobilières correspondent au type de l'« agence-promoteur ».

<sup>4</sup> Depuis 2010, les témoignages et des documents fournis par Massimo Ciancimino – fils de feu Vito Ciancimino, assesseur aux travaux publics (1959-1964), puis maire de Palerme (1970-1971), qui fut un membre de premier plan de la Démocratie chrétienne et de Cosa Nostra – évoquent explicitement un financement de S. Berlusconi par les Corleonais. Ces éléments sont actuellement examinés par la justice (Ciancimino, La Licata, 2010).

<sup>5</sup> En septembre 2013, les attendus d'une condamnation prononcée par la Cour d'appel de Palerme ont présenté comme avérée l'existence d'un pacte, entre 1974 et 1992, plaçant Silvio Berlusconi sous la protection de la mafia sicilienne.

À l'époque, les accointances entre *palazzinari* (promoteurs-spéculateurs immobiliers) pressés et crime organisé n'étaient pas rares. Le bâti milanais avait été fortement endommagé par les bombardements de la Royal Air Force durant la Seconde Guerre mondiale et les années de reconstruction furent dominées par un trio de *compaesani* (compatriotes d'un même village ou bourg) originaires de Paternò (en Sicile) : initié aux affaires par Michelangelo Virgilitto, *raider* boursier de la période faste des années 50 et du « Miracle économique », puis parrainé par le sénateur néofasciste Antonino La Russa, en 1962, Salvatore Ligresti se lança dans l'immobilier et accumula en moins de deux décennies l'une des cinq premières fortunes du pays. La similitude de son début de carrière avec celui de son cadet de quatre ans, Silvio Berlusconi, est frappante (Abruzzese, 1994 : 50-51) : dans les deux cas, l'origine obscure des mises de départ, les protections siciliennes, puis l'affiliation au système clientéliste de Bettino Craxi (Barbacetto, 2002) – qui domina la politique milanaise du milieu des années 70 au début des années 90 – participent moins de singularités personnelles que d'une adéquation au champ du pouvoir local tel qu'il était alors configuré.

Néanmoins, comme celle de son précurseur Milano San Felice<sup>6</sup>, l'originalité de Milano 2 tient au lieu qui fut choisi pour ces nouveaux quartiers et à ceux qui s'y installèrent. Pour la première fois était expérimenté le projet de bâtir des ensembles d'immeubles collectifs explicitement réservés aux classes supérieures à l'extérieur du centre-ville (à savoir dans la commune de Segrate, limitrophe de Milan). L'une comme l'autre de ces caractéristiques étaient inédites dans l'agglomération milanaise, et c'est ce tournant de l'histoire urbaine italienne que l'article analyse. Nous avons déjà eu l'occasion de décrire précisément l'originalité des positions de Milano 2 et San Felice, ainsi que la composition socioprofessionnelle de leurs populations, au sein de la mosaïque socio-spatiale milanaise (Cousin, Préteceille, 2008), de détailler les ressorts de l'agrégation affinitaire dans les deux quartiers (Cousin, 2012) et de montrer que ceux-ci sont issus d'un processus de *social upgrading* local qui ne peut être décrit pas les catégories analytiques classiques de préservation ou renforcement d'un entre-soi bourgeois traditionnel, de gentrification progressive ou de sécession périurbaine (Cousin, 2013). Nous souhaitons donc insister sur les stratégies spécifiques d'innovation, de promotion immobilière, de marketing urbain et de réinvention de la mémoire des lieux par lesquelles ces nouveaux quartiers – issus d'opérations d'arasement, reconstruction, repeuplement et fermeture – se sont imposés à partir des années 70 comme un mode de résidentialité légitime pour une partie des classes supérieures de la capitale économique italienne<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> San Felice fit l'objet, dès 1968, d'une campagne promotionnelle du même type que celle mise en place deux années plus tard pour Milano 2 ; avec notamment des encarts dans les journaux et des films publicitaires dans les salles de cinéma.

<sup>7</sup> Le 31 décembre 2006, le registre municipal de la population de Segrate dénombrait 6 249 résidents à Milano 2. Néanmoins, les 2 600 appartements du complexe furent conçus pour accueillir jusqu'à 10 000 habitants et la population du quartier atteignait encore ce chiffre au début des années 90, avant le progressif éclatement intergénérationnel des familles qui, très majoritairement, y avaient emménagé entre 1972 et 1980.

## Une synthèse de nombreuses innovations récentes

En Italie, durant les années 30, l'assèchement des Marais pontins permit la fondation de nombreuses villes nouvelles dans le Sud du Latium : comme on disait alors, certaines furent « colonisées » par les classes populaires qui caractérisent encore leur composition sociodémographique actuelle (c'est le cas de Latina), tandis que d'autres – comme Sabaudia – devinrent des lieux de villégiature appréciés par les dignitaires du régime fasciste et, après la guerre, par l'ensemble de la bourgeoisie romaine. Néanmoins, hormis ces cas et les aménagements plus ponctuels d'autres localités balnéaires, les habitudes résidentielles des classes supérieures italiennes n'évoluèrent pas substantiellement au cours du siècle ayant précédé le Miracle économique. La grande majorité des familles avaient toujours leur habitation principale dans les beaux quartiers des centres historiques. Dans les cas où la pression immobilière s'y faisait sentir, on assistait – comme à Milan – à leur embourgeoisement ultérieur et à leur extension à la marge<sup>8</sup>, plutôt qu'à la création de nouveaux espaces résidentiels supérieurs plus éloignés<sup>9</sup>. En effet, si la capitale lombarde avait été dotée lors de la Première Guerre mondiale de plusieurs nouveaux quartiers périphériques inspirés du modèle de la cité-jardin, il s'agissait toujours d'opérations pour améliorer les conditions de l'habitat ouvrier (Magri, Topalov, 1987).

Ainsi semblerait-il presque que l'on puisse donner raison à Silvio Berlusconi lorsque, dans l'ouvrage hagiographique distribué durant sa campagne électorale de 2001, il revendiquait l'originalité absolue de Milano 2 dans le domaine du logement de haut standing :

« Une passionnante, difficile aventure, la construction d'un "village" entier [...] équipé de tous les services aux portes de Milan. [...] Cette réalisation l'occupe pendant presque dix ans. Mais de cette expérience naît le projet de Milano 2 : une nouvelle façon de concevoir la ville, le rêve de Berlusconi urbaniste.

Un domaine de plus de 700 000 mètres carrés adjacent à Milan fut destiné par la Commune de Segrate, en accord avec son propriétaire – le célèbre Comte Bonzi, pionnier de l'aviation transatlantique – à un projet d'urbanisation pour 10 000 habitants. Berlusconi remporte l'appel

<sup>8</sup> Les indices de centralité et *clustering* (Massey, Denton, 1988) des classes supérieures restaient donc élevés.

<sup>9</sup> À Milan, les espaces résidentiels de l'aristocratie, puis de la bourgeoisie, se développèrent à proximité du centre, autour des places (du Dôme, Cordusio et Affari) où étaient regroupés les pouvoirs locaux et à partir desquelles s'est structuré le plan radial et concentrique de la ville. Ainsi furent successivement investis par les classes supérieures : les espaces près de Porta Romana (vers le sud) dès le milieu du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, ceux au delà de Porta Venezia (vers le nord-est) à partir de la moitié du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> et, enfin, ceux au de la de Porta Magenta au cours des dernières décennies du <sup>xix</sup><sup>e</sup> et au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> (vers l'ouest). On n'observe donc pas de longue échappée résidentielle comme à Paris (vers l'ouest) où, dès les années 1850, de grandes familles s'installèrent à Passy, à Auteuil et dans une commune de Neuilly-sur-Seine qui était encore presque vierge de tout bâtiment ; ou comme à New York (vers le milieu de l'île de Manhattan, à la même époque). Seule la construction du quartier de Porta Venezia pourrait, à la limite, être assimilée à ce type de mouvement (mais à une échelle beaucoup plus réduite : il s'agit d'un déplacement de quelques centaines de mètres), tandis que, sur ce point, issu de la démolition de nombreux logements populaires, celui de Porta Magenta préfigure les opérations de refondation de la fin du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle.

d'offres pour l'achat des volumétries et transforme le vieux projet en un dessein urbanistique absolument novateur, une ville différente et nouvelle, qui s'appelle Milano 2, avec trois systèmes de voies, avec des parcours piétons et des pistes cyclables qui ne croisent jamais les routes réservées aux voitures. Un modèle urbanistique futuriste, mais caractérisé par des éléments évocateurs de la tradition, comme les ponts cyclables et piétons qui enjambent les voies automobiles (et évoquent une sorte de Venise lombarde), le long alignement des arcades qui font office de colonne vertébrale de toute la ville, et puis les couleurs chaudes de la tradition lombarde, le parc qui entoure les habitations – créé à partir de rien par l'implantation de centaines d'arbres de haute futaie – le soin méticuleux apporté jusqu'aux détails du mobilier urbain, les crèches, les écoles, l'église, les terrains de jeu, les installations sportives, un centre commercial, un centre d'affaires, les *parkings* souterrains et beaucoup de vert, beaucoup de fleurs et beaucoup d'arbres savamment placés selon les instructions personnelles de Berlusconi. C'est une tâche énorme, un gros travail, mais aussi un grand succès, malgré les crises récurrentes du marché immobilier: Les familles qui viennent habiter dans le quartier sont aussi récompensées généreusement par l'opération, aussi bien en termes de qualité de vie qu'en termes de valorisation de leur investissement.

Milano 2 devient une référence : les visites de constructeurs et architectes, surtout étrangers, se multiplient, sa formule urbanistique est analysée par plusieurs universités internationales. Les universités italiennes étant trop occupées à étudier le modèle des quartiers soviétiques et les "macrostructures".

Tous cherchent à s'approprier les secrets d'un succès fait de mille ingrédients savamment dosés. C'est la consécration de Berlusconi comme entrepreneur éclairé des années 70 dans le domaine urbanistico-immobilier » (Bondi, Possa, 2001).

Passons sur les piques contre les affinités « soviétiques » du monde universitaire italien et sur les raisons de ce portrait du candidat en demiurge, qui relèvent de la communication électorale. Il faut surtout souligner que, si la somme des caractéristiques de Milano 2 énoncées ci-dessus est effectivement un assemblage inédit, chacune d'entre elles avait déjà été solidement expérimentée durant les années précédentes et constituait une prise de risque limitée en termes d'innovation résidentielle. C'est là un schéma qui caractérisa les succès de Silvio Berlusconi dans le domaine de l'immobilier, mais également dans ceux du *football*, de l'audiovisuel, de la publicité et de la politique : plus dans un esprit d'entreprise innovateur au sens schumpeterien, le « génie du berlusconisme » est dans l'anticipation de la concurrence, la synthèse d'apports jusqu'alors disparates et la capacité organisationnelle à les mettre en œuvre à grande échelle.

De fait, dès le début des années 50, l'Ente nazionale idrocarburi (Eni) – la compagnie pétrolière publique alors dirigée par le grand commis d'État Enrico Mattei – créait dans la proche banlieue sud de Milan, à San Donato, le quartier intégré de Metanopoli. Le projet visait à doter l'une des entreprises phares de l'industrialisation du pays d'une *company town* futuriste et à forte mixité sociale : conçue à la fois pour accueillir les cadres et ingénieurs milanais de la société et pour héberger ses équipes de chantier déployées dans toute la vallée du Pô, où elles réalisaient forages et oléoducs. Ainsi s'agissait-il déjà d'un espace combinant tours de bureaux et immeubles d'habitation, bâti dans l'arc sud-est de la périphérie immédiate de la commune de Milan, jusque-là faiblement urbanisé (Zucconi, 1986). Parallèlement, les premiers quartiers-jardins d'appartements en copropriété et socialement homogènes, réservés de fait aux classes moyennes-supérieures, apparaissent en Italie à la fin des années 50 dans

plusieurs villes balnéaires, pour offrir à une population nouvellement enrichie la possibilité abordable d'une résidence secondaire à la mer (Benzio, 1985). Quant à la mise en place de réseaux de voies sur deux niveaux, de manière à ce que les chemins piétonniers puissent enjamber les routes en contrebas et ne jamais avoir à les traverser, c'est – à l'époque même de la conception de Milano 2 – l'idée centrale du projet envisagé pour la restructuration du *downtown* de Los Angeles.

Par ailleurs, Segrate, où furent bâtis San Felice et Milano 2, avait déjà acquis, quelques années plus tôt, une place singulière dans l'histoire urbaine cisalpine. Dans les années d'après-guerre, les architectes et urbanistes italiens étaient toujours parmi les plus réticents d'Europe à projeter de véritables quartiers périurbains, dont les modèles en vogue étaient issus des travaux de Frank Lloyd Wright, qu'ils considéraient comme complètement étrangers aux traditions nationales de planification (Mamoli, Trebbi, 1988 ; Longhi, 1995) ; et ce malgré la pression démographique que l'accélération du développement industriel du pays faisait peser sur la métropole milanaise, sa capitale économique (Dalmasso, 1971 ; Dorigati *et al.*, 1974). Mais, dès la fin des années 50, sous l'effet conjoint d'une propension durable des planificateurs en faveur du *zoning* (le découpage en espaces monofonctionnels) et d'un intérêt accru des promoteurs et des élus locaux envers la possibilité d'attirer une frange « moderniste » des classes moyennes et supérieures<sup>10</sup>, c'est à Segrate qu'est construit le premier quartier pavillonnaire sériel de la banlieue milanaise : le Villaggio Famiglia Ambrosiana, doté d'un service privé de conciergerie et d'assistance et, par la suite, de commerces internes au quartier (qui reste néanmoins un espace ouvert où l'on peut circuler librement). Construites entre 1957 et 1963 sur des terrains agricoles situés près du village historique de Rovagnasco, mais nettement séparées de celui-ci par deux voies rapides, les 600 maisons individuelles du nouveau quartier parurent si atypiques aux Milanais de l'époque qu'*Il Corriere della Sera* – le plus grand quotidien milanais – titra qu'une « tranche d'Écosse » avait été transplantée à Segrate (Panin, 1964).

## Les premiers quartiers refondés

À peine quelques années plus tard, entre 1964 et 1969, l'Edilnord de Silvio Berlusconi expérimenta, grâce aux fonds avancés par la Banque Rasini et à des capitaux en provenance du Tessin (déjà), la construction et la vente d'un premier ensemble d'immeubles *collectifs* de banlieue destiné aux classes moyennes, comprenant un millier de logements. Aujourd'hui connu sous le nom « Quartier Edilnord », ce projet réalisé dans la commune de Brugherio (qui est, comme le

<sup>10</sup> On peut ajouter que l'augmentation de la demande sur le marché foncier rendait désormais la vente des terrains intéressante, même pour les propriétaires à qui la mise en fermage des florissantes exploitations de Segrate avait jusqu'alors assuré une rente substantielle.

Nord de Segrate, entre Milan et Monza)<sup>11</sup> fut l'essai, réalisé non sans difficulté<sup>12</sup>, à partir duquel le jeune promoteur se lança dans la conception de Milano 2.

Par ailleurs, entre 1967 et 1979, exploitant l'enclavement géographique produit par les différentes voies et autres obstacles infranchissables qui fragmentent l'espace de Segrate, y est bâti le quartier semi-fermé et gardé de San Felice – explicitement inspiré du projet français de Parly 2<sup>13</sup> – avec son mélange hiérarchisé de maisons jumelles munies de jardins, de petits immeubles et de tours au milieu de parcs verdoyants. Il est doté de services intégrés visant à le rendre autosuffisant en termes d'énergie, de consommation quotidienne, de loisirs et de scolarisation des enfants. Progressivement, les logements et services de San Felice furent vendus sur plans à des particuliers souscrivant des prêts immobiliers auprès des mêmes établissements bancaires finançant partiellement le projet<sup>14</sup>.

Il s'agit donc d'un quartier pratiquement inaccessible autrement qu'en voiture, construit juste à côté de ce qui commence à se dessiner comme le second centre d'affaires de l'agglomération milanaise. En effet, à Segrate, les années 60-70 voient s'installer les sièges nationaux d'IBM, 3M, Fininvest, Mondadori (Del Balzo, 1977), que rejoindront ensuite Microsoft, Gemeaz Cusin, Symantec... mais aussi des centaines de petites et moyennes entreprises de l'industrie, puis du tertiaire avancé. Comme le montre le tableau 1 (reprenant les données censitaires), au cours de la période 1951-1981, la croissance démographique de la commune est allée de pair avec un développement économique tout aussi exponentiel.

---

<sup>11</sup> C'est à Monza que se trouvait la Villa Reale : construite en 1777-1780 sur ordre de l'Impératrice Marie-Thérèse pour son fils Ferdinand d'Autriche, elle fut la résidence estivale des suzerains de Milan jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>12</sup> Tandis que les premiers immeubles sortaient de terre, l'opération faillit être avortée faute de ménages acquéreurs, mais S. Berlusconi la sauva en se tournant vers des investisseurs institutionnels.

<sup>13</sup> Le projet français de Parly 2 est la référence évoquée à l'époque par Giorgio Pedroni, ingénieur et promoteur à l'origine du projet urbanistique de Milano San Felice qui l'élabora en collaboration avec les célèbres architectes-designers milanais Luigi Caccia Dominioni et Vico Magistretti. Par la suite, rencontrant des difficultés lors de la commercialisation des premiers logements bâtis, G. Pedroni dut revendre le chantier à la société Beni Immobiliari de la comtesse Anna Bonomi Bolchini (1910-2003), héritière de l'un des plus grands groupes italiens de bâtiment et travaux publics et développement urbain – qui avait su profiter de la reconstruction d'après-guerre et des Trente Glorieuses – et figure de premier plan de la finance italienne jusqu'au milieu des années 80. Au sujet de l'élaboration progressive (entre 1962 et 1968) du projet de refondation de l'aire correspondant aujourd'hui à San Felice, voir aussi R. Robbiani (2008).

<sup>14</sup> Concernant la carrière de G. Pedroni, voir la plaquette illustrée diffusée par son entreprise homonyme (*Giorgio Pedroni. Civil engineer & building constructor. Completed projects: 1950-1975*, Milan, GP, tirage limité, 1975) qui présente aussi des photographies de l'aire de San Felice avant sa refondation. Sur l'évolution du projet urbanistique et les conditions et modalités de vente des logements de San Felice, on pourra consulter : G. Pedroni *et al.*, (1967), Ufficio Vendite Milano San Felice (1976), ainsi que la quinzaine d'autres dépliants publicitaires diffusée par les sociétés Pedroni et Beni Immobiliari entre 1967 et 1980 (archives privées Ricky De Bartolo, San Felice).



**Tableau 1.** Évolution démographique et économique de la commune de Segrate depuis l'après-guerre (source : Istituto nazionale di statistica – ISTAT –, données censitaires).

Année	Nombre d'habitants	Nombre d'entreprises	Nombre d'emplois privés
1951	3 627	113	2 518
1961	8 740	332	3 324
1971	18 209	706	9 734
1981	30 507	1 624	22 846
1991	32 368	1 740	29 332
2001 <sup>15</sup>	33 199	2 260	24 156

Avec moins d'une dizaine des 200 premières entreprises nationales établies sur son territoire (Ufficio Studi Mediobanca, 2007)<sup>16</sup> et moins de 25 000 emplois privés, Segrate a évidemment un poids économique et financier nettement moindre que les nouveaux quartiers d'affaires européens les plus grands, tels Canary Wharf à Londres, ou La Défense à Paris (150 000 salariés en 2007<sup>17</sup>). Néanmoins, dès la fin des années 80, cette concentration – unique dans la banlieue milanaise – en faisait la commune avec le produit intérieur brut par habitant le plus élevé d'Italie<sup>18</sup>. Ainsi, si en elle-même la copropriété de San Felice présente de nombreux traits urbanistiques la rapprochant des communautés fermées et paysagées anglo-saxonnes (et des nombreux modèles qui les inspirèrent), paradoxalement, son inscription parmi les immeubles de bureaux de Segrate, aux salariés desquels elle permet l'accès à ses services et commerces durant la journée, en fait aussi la configuration urbaine italienne qui – bien qu'à une échelle plus réduite – se rapproche le plus d'une *edge city* (ville-lisière). Par cette expression, Joel Garreau (1991) désigne une ville-satellite multifonctionnelle et partiellement autonome, dont l'offre locale croissante d'emplois, de services et de loisirs contribue à décentraliser les fonctions du centre métropolitain.

<sup>15</sup> Durant la même période, la population de la commune de Milan a d'abord connu une accélération de sa croissance en 1951-1961 (+ 24,2 %), puis une décélération de celle-ci durant la décennie suivante (+ 9,5 %) et, enfin, une décroissance constante durant la période 1971-2011, qui a fait passer la capitale lombarde de 1 732 068 à 1 242 123 habitants (- 28,3 %), la ramenant à son niveau démographique d'après-guerre. C'est le phénomène de « contre-urbanisation » (Pacione, 1984 ; Dematteis, 1985) ou « métropolisation » (Martinotti, 1993) dû au reflux de la population de la commune centrale vers l'*hinterland* auquel s'étend progressivement le tissu urbain.

<sup>16</sup> Le chiffre exact des premières entreprises nationales établies sur le territoire de Segrate dépend de la méthode adoptée pour classer les entreprises, selon que l'on distingue ou non les différentes sociétés des plus grands groupes.

<sup>17</sup> Pour 1 500 entreprises, mais parmi lesquelles on comptait 14 des 20 premières françaises et 15 des 50 premières mondiales.

<sup>18</sup> Cette concentration d'entreprises faisait aussi de Segrate la commune (en 1988) puis une des communes italiennes présentant le revenu moyen le plus élevé.

## L'hésitation entre fermeture et quartier multifonctionnel

Cette alternative entre fermeture et participation à la création d'un pôle périurbain multifonctionnel fut clairement perçue par Silvio Berlusconi lorsque, faisant la synthèse de toutes les expériences précédentes, il racheta l'ensemble des terrains du comte Leonardo Bonzi (qui venaient à peine d'être lotis), rase les anciens bâtiments des siècles et décennies précédents, ainsi que quelques maisons à peine achevées, et se lança, en 1968, dans la conception et la réalisation de Milano 2<sup>19</sup>. Initialement, il opta pour un projet de quartier fermé et c'est comme cela qu'il le vendit sur plan à partir du début des années 70, alors même que l'édification débutait à peine et qu'il ne disposait que de deux immeubles-témoins<sup>20</sup>. Toutefois, en 1974, Edilnord dut renoncer à son projet d'enclosure totale du quartier au moment où fut révélée son implication dans des affaires de corruption et de malversations qui devaient conduire à la dissolution judiciaire du conseil municipal de Segrate. Sans qu'il soit véritablement possible d'établir l'ordre des relations causales, la société de Silvio Berlusconi – qui avait enfreint le plan local d'urbanisme, avait prétendu à un moment qu'une partie du parc de logements édifié serait accessible aux classes populaires, et commis plusieurs autres irrégularités – a bénéficié de la possibilité de renégocier les modalités du projet en construction devant la Commission régionale de l'urbanisme, un organisme créé deux ans auparavant qui présentait l'avantage d'être constitué de membres nommés sur critères politiques. Il semble que ce soit au cours de ces négociations, régularisant sa situation, qu'Edilnord a dû renoncer à la privatisation des routes traversant Milano 2 et les reverser à la voirie communale, mettant un terme à ses velléités de suivre l'exemple de fermeture de San Felice. Dans la foulée, Silvio Berlusconi et son équipe modifièrent à nouveau les plans en y incluant définitivement des tours et immeubles de bureaux (le *centro direzionale*), de même qu'un projet de galerie commerciale de luxe : l'objectif étant de transformer le tout en un nouveau quartier multifonctionnel attractif pour des *city users* extérieurs.

Ainsi l'ambiguïté inhérente à la combinaison des deux projets – mais il s'agit aussi d'une forme de marketing différencié – se retrouve-t-elle dans le luxueux ouvrage illustré présentant le quartier, édité en 1976 par Edilnord et offert à tous les acquéreurs potentiels. On y lit sous la plume des deux rédacteurs (Berlusconi, Medail, 1976 : 10)<sup>21</sup> que Milano 2 naît « non pas comme une entité fermée et étrangère au

<sup>19</sup> Le nouveau quartier ne fut complètement achevé qu'en 1982, avec la construction de l'église paroissiale.

<sup>20</sup> Sur ce sujet, voir les nombreux publiereportages régulièrement publiés par Edilnord Centri Residenziali dans les premières années de la décennie 1970, notamment dans *Il Corriere della Sera* : « La città dei numeri uno » (« La ville des numéros un »), « Come nasce una città » (« Comment naît une ville »), « Un modo nuovo di costruire » (« Une nouvelle façon de construire »), « Una città per vivere » (« Une ville pour vivre »), « Una città per i bambini » (« Une ville pour les enfants »), « Una villa all'ultimo piano » (« Une villa au dernier étage »), « Operazione aria pulita » (« Opération air pur »), « Una proposta che convince » (« Une proposition convaincante »), « Il momento d'investire » (« Le moment d'investir »).

<sup>21</sup> Par ailleurs, l'ouvrage (coécrit par le frère de S. Berlusconi) reprend des extraits d'articles sur le nouveau quartier rédigés par Natalia Aspesi, Gianni Brera, Graziano Cavallini, Marco Mascardi (grandes signatures du journalisme de l'époque), Enzo Siciliano (écrivain) et Isa Vercelloni (architecte).

territoire environnant, mais comme une réalité riche d'échanges naturels avec l'aire métropolitaine » : un habitat de banlieue qui se veut révolutionnaire pour l'Italie et cherche à se distinguer des « énormes quartiers-dortoirs privés de services ». Il est censé se démarquer de « la formation de quartiers (surtout subventionnés) sans aucun rôle dans l'espace qui les entoure, l'impossibilité ou la difficulté à communiquer due à l'absence d'infrastructures qui auraient dû être planifiées et coordonnées de façon prioritaire et adaptée, et la conséquente ségrégation sociale des habitants qui sont dans l'impossibilité totale de participer à la vie citadine ». Ainsi, dans le but d'exorciser la crainte qu'auraient ses acquéreurs potentiels de se retrouver isolés en banlieue – ou, encore pire, dans ce qui ressemblerait à un nouveau quartier populaire – Edilnord use, tout au long de l'ouvrage, d'une terminologie scientifique principalement empruntée à la psychologie sociale et censée faire autorité. Par ailleurs, est aussi évoquée la conception du quartier par une « équipe [en français dans le texte] qui a vu les architectes collaborer avec des spécialistes de disciplines techniques et socio-économiques » (*ibid.* : 16) afin de « proposer une combinaison des fonctions urbaines (résidence, travail, temps libre) qui s'oppose à la tendance exacerbée au *zoning* rationaliste » (*ibid.* : 20). Une équipe d'experts – dont plusieurs « architectes, sociologues et urbanistes » (*ibid.* : 22) – qui, fort à propos quant aux visées commerciales du projet, prédisait alors que :

« avec la réalisation de plusieurs futurs pôles de requalification dans les autres aires d'accès rapide qui entourent Milan, apparaîtraient d'une façon évidente le souhait de rompre le "monocentrisme de la ville" et la volonté de dépasser la structure actuelle "en périphérie", y compris dans les zones immédiatement limitrophes avec la ville à proprement parler. Ainsi, en canalisant les pôles de requalification et les pôles de décongestion le long d'axes d'urbanisation préférentiels, il sera possible de passer du stade actuel de la conurbation à celui de la ville-région » (*ibid.* : 16).

Cette évolution devant donner naissance à une métropole au sein de laquelle, par la présence de ses tours de bureaux et sa proximité avec les nombreux sièges sociaux et opérationnels de Segrate, « Milano 2 se propose de devenir le "centre d'affaires" de l'Est milanais et un centre important pour le secteur tertiaire. L'installation d'un tel complexe de bureaux à Milano 2 s'inscrit dans la tendance au décentrement vers les zones périphériques en train de s'affirmer de plus en plus dans les grandes villes telles Milan » (*ibid.* : 163).

Néanmoins, si cette description du projet se proposait d'en faire « le premier exemple en Italie d'une "petite ville ouverte" » (*ibid.* : 25) à la fois autosuffisante et attractive pour les environs, une *edge city* désenclavée, « la "structuration" polaire de l'implantation, qui prévoit une vie purement résidentielle dans les secteurs sud et nord (où sont situés les commerces de première nécessité, les crèches, les écoles et les terrains de jeu de l'ensemble), permet d'éviter les interférences et tout dérangement des résidents par les usagers extérieurs » (*ibid.* : 20) tandis que la multiplication des fonctions du quartier doit jouer « un rôle d'animation et de sécurisation tout au long de la journée et de la soirée » (*ibid.*). Ainsi, bien qu'érigé en quartier multifonctionnel, Milano 2 se veut-il tout de même le lieu d'un contrôle social de proximité et d'un entre-soi exclusif réservé à ses résidents, leur permettant – en jouant subtilement sur différentes échelles – de combiner l'accès à la ville, hors du centre-ville, avec l'auto-

ségrégation et une sociabilité homogame, dont le *club house* se veut notamment le lieu par excellence : « Le Sporting Club devient une seconde maison à fréquenter quotidiennement pour élargir le cercle des amis avec lesquels organiser matchs de tennis ou parties de cartes, une séance de natation ou un dîner » (*ibid.* : 135).

Une fois passées les premières déclarations d'intention dans la présentation du nouvel espace, c'est d'ailleurs ce qui revient le plus dans l'ouvrage d'Edilnord : la vocation « tout compris » de l'ensemble résidentiel et de services, dont les écoles à la pointe des avancées pédagogiques, les commerces censés pouvoir concurrencer ceux du centre-ville, les infrastructures sportives, les espaces de bureaux, de jeux et de loisirs (organisés scientifiquement...), et jusqu'à la chaîne de télévision locale<sup>22</sup>, étaient dotés en personnel et avaient un caractère programmatique planifié en référence « aux statistiques des quartiers "jeunes", c'est-à-dire à des indices particulièrement élevés liés à la présence de familles à peine formées » (Berlusconi, Medail, 1976 : 84). Il s'agissait d'une programmation des rythmes de vie et de tous les moments de la journée à laquelle personne – dans l'idée des promoteurs – n'était censé pouvoir échapper aisément, tant la possibilité même de modulations et de recours à des services alternatifs semblait avoir été écartée de l'organisation de ce quartier intégré ; et d'un entre-soi de tous les moments qui s'accroît d'autant plus que, à la fin des années 70, restant encore avec des logements invendus, Silvio Berlusconi proposa des prix préférentiels aux cadres de ses propres sociétés nouvellement installées dans le centre d'affaires du quartier<sup>23</sup>. En revanche, en 200 pages de présentation, l'inscription de Milano 2 dans la commune de Segrate et les possibles interactions des résidents avec celle-ci ne sont jamais évoquées, confirmant la vocation quelque peu autarcique du projet.

Mais, dans les faits, cette quasi-autosuffisance spatiale ne fut jamais effective. D'une part, parce que les exigences des habitants, en termes de consommation de biens et services, se révélèrent nettement supérieures à ce que le quartier pouvait offrir ; d'autre part, parce que l'entre-soi devenu synonyme de routine et le contrôle social local devenu pesant, la plupart des résidents s'efforcent en fait de multiplier les occasions de sortir du quartier. Quant à la tentative

<sup>22</sup> Dès les années 70, tous les logements de Milano 2 étaient équipés de la télévision par câble, qui y distribuait aussi Telemilanocavo, la première chaîne privée italienne fondée en 1973 par Giacomo Properzi et Alceo Moretti, réservée à l'ensemble résidentiel et dont les studios se trouvaient sur place. Invitant régulièrement les habitants du quartier sur son plateau, la chaîne fut initialement conçue comme un instrument de divertissement, de sociabilité, de marketing et un lieu de démocratie participative. Par la suite, elle fut cédée à S. Berlusconi, principal créateur des deux fondateurs, en échange de l'annulation de leurs dettes et fut l'embryon de départ de ce qui deviendra Canale 5, actuellement la première chaîne télévisée italienne (et fleuron du Groupe Mediaset).

<sup>23</sup> Au cours de la même période, l'appui du Parti socialiste italien de Bettino Craxi aux projets de S. Berlusconi se poursuivit avec l'achat, à un prix supérieur à celui du marché, de nombreux appartements invendus par plusieurs organismes publics régionaux et nationaux (Istituto nazionale della previdenza sociale, Ferrovie dello Stato). Néanmoins, dès le début des années 80, les prix de vente à Milano San Felice comme à Milano 2 crûrent rapidement par effet de la demande des nombreuses multinationales étrangères des environs qui achetèrent des parcs d'appartements pour y loger leurs cadres expatriés (Squarcina, 1999).

de rendre attractive l'offre commerciale de Milano 2 auprès de la population environnante, elle se révéla un échec complet dû, notamment, à l'absence de supermarché dans le quartier. Au contraire, à San Felice, certes plus fermé et gardé, la place marchande, facilement accessible durant la journée, fait quelque peu office d'interface entre l'ensemble résidentiel et le reste de la commune (en attirant en particulier les salariés des bureaux adjacents qui fréquentent ainsi le quartier même lorsqu'ils n'y habitent pas).

Par ailleurs, si les deux ensembles présentent des différences de degré en termes d'enclosure, leur fermeture s'est rajoutée à l'enclavement initial entre de grandes infrastructures difficilement ou non franchissables, en particulier par les piétons (l'Idroscalo<sup>24</sup>, les nombreuses voies rapides, le centre de tri ferroviaire, l'aéroport de Linate). Ainsi accentue-t-elle la fragmentation et la compartimentation territoriales de Segrate en fractions mal reliées entre elles, soumises à la force centripète de Milan<sup>25</sup> – où travaillent la majorité des actifs résidant à Milano 2 et San Felice – et n'ayant jamais véritablement fait l'objet d'une planification d'ensemble (Lucarno, 1999). De fait, les quartiers refondés segratais ont surtout introduit dans la métropole milanaise de luxueuses banlieues – essentiellement résidentielles – satellites de la commune centrale et d'autant moins intégrées dans le territoire communal que leur configuration ségréguée et leur homogénéité sociale suscitèrent, dès le départ, l'hostilité des habitants antérieurs et des alentours (Bianchi, Perussia, 1986 : 145-149).

Il est donc tentant d'analyser ce décalage entre le projet urbain de Milano 2 tel qu'il était présenté (et évolua) dans les années 70 pour vendre le quartier et le résultat effectif de l'opération immobilière, à la lumière de la description développée par Pierre Musso (2003). Selon l'auteur, les étapes de la carrière de Silvio Berlusconi sont autant d'entreprises fondées avant tout sur la vente d'imaginaires et d'imageries : de « rêves » englobants dépassant les seuls produits ou services immédiatement concernés. Ainsi, à l'instar de ce qu'il ferait plus tard en politique, Silvio Berlusconi avait-il orchestré la promotion du quartier en combinant des références (demi-)savantes, censées garantir une nouvelle rationalisation scientifique et une optimisation technologique de l'organisation de la vie locale, avec une exaltation de la communauté et de la famille « traditionnelles » (soi-disant mises à mal par l'urbanisme public), tout en promettant aux futurs habitants d'être au cœur d'une révolution urbaine d'autant plus inévitable qu'elle était déjà célébrée et mise en récit par des journalistes et des intellectuels (dont les témoignages étaient en fait des publiereportages). Il s'agissait donc d'un argumentaire fondé à la fois sur des valeurs domestiques et sur celles

<sup>24</sup> Construit à la fin des années 20 pour l'amerrissage des hydravions, l'Idroscalo est un bassin artificiel entouré d'un parc désormais exclusivement utilisé pour les loisirs nautiques.

<sup>25</sup> La force centripète de Milan faisait dire à E. Squarcina (1989) que « Segrate n'est pas vraiment une communauté autonome et apparaît plutôt comme l'ensemble purement administratif de six quartiers de Milan. Ce constat sous-entend qu'entre la ville de Milan et la commune de Segrate s'est instauré un rapport fait d'interdépendance et d'intégration ».

de la planification organisationnelle, typique de la rhétorique moderniste mâtiné de conservatisme social du second esprit du capitalisme (Bourdieu, Boltanski, 1976 ; Boltanski, Chiapello, 1999). Mais c'était aussi, et surtout, l'un des tout premiers exemples de ce « popularisme » dans lequel Pierre Musso (2005), à la suite d'Umberto Eco et de Jean-Gustave Padioleau, voit l'un des principaux ressorts de la communication berlusconienne : une mise en scène de l'agir, et de celui – Berlusconi promoteur – qui se présente comme puissance agissante, jouant sur la confusion entre ce que l'on a réalisé, ce que l'on va réaliser et ce qui (dans une perspective téléologique) *doit forcément* se réaliser.

## Un modèle au succès limité

San Felice et Milano 2 préfiguraient les quartiers bâtis par la suite sur le modèle du second par les entreprises des frères Berlusconi<sup>26</sup>, mais également la tendance actuelle à la multiplication d'enclaves résidentielles en immeubles collectifs – surtout dans les zones les plus périphériques de la commune de Milan – issues de la requalification de vates aires industrielles : des opérations immobilières, généralement conduites par un seul promoteur, qui bâtissent des ensembles munis de tous les services de base et souvent d'un centre commercial, mais qui négligent l'inscription locale, créant ainsi des îlots déconnectés de leurs voisinages : des « rustines » du tissu urbain (Floris et al., 2007).

Néanmoins, si certains de ces quartiers ont réussi à attirer les classes moyennes, aucun n'a un profil social aussi élevé que San Felice, Milano 2, Milano Visconti<sup>27</sup> et, dans une moindre mesure, Milano 3, qui restent, à ce jour, parmi les rares expériences de ce type – excentrées par rapport au centre-ville – ayant rencontré un succès, sinon auprès des grandes familles de la bourgeoisie citadine et des classes supérieures à fort capital culturel, auprès des nouvelles catégories supérieures du secteur privé. En effet, la majorité des ménages aisés continue aujourd'hui à se concentrer dans le centre et à proximité des beaux quartiers traditionnels, d'ailleurs en train d'être prolongés à l'ouest (quartiers Portello et Fiera-Citylife), au nord (Porta Nuova-Isola-Garibaldi) et à l'est (Porta Vittoria) par des opérations de refondation mêlant immeubles résidentiels et tours de bureaux. De rares projets de luxe s'écartent quelque peu de ces lieux où ils sont attendus – comme le quartier Santa Giulia, situé dans la périphérie sud-est de Milan –, mais cela reste exceptionnel (Gallione, 2006).

<sup>26</sup> Dans le cas de Milano 3, construit à Basiglio dans les années 80, le rapport entre commune et copropriété diffère de la situation ségrataise car les habitants du nouveau quartier sont majoritaires dans la commune et contrôlent donc l'administration municipale.

<sup>27</sup> Milano Visconti fut également bâti par S. Berlusconi, durant les années 90, dans la commune de Cusago (à l'ouest de Milan).

Quant à l'autre aspect de la territorialité des élites milanaises, celui des sièges opérationnels et des bureaux d'entreprises, il a dans l'ensemble évolué au cours des trois dernières décennies d'une façon quelque peu inattendue – et, sur ce point aussi, différente des anticipations affichées par Edilnord – : lorsque nombre de grands groupes italiens ont progressivement choisi de s'installer à la périphérie de la commune ou dans sa proche banlieue, ils n'ont pas opté pour une concentration dans un même nouveau centre d'affaires – comme c'est le cas à Paris ou à Londres –, mais plutôt pour un éparpillement en corolle tout autour de la ville, implantant souvent leur siège dans un quartier récemment refondé ou rénové et comportant des surfaces de bureaux. Ainsi, si l'attractivité de Segrate a été importante – et encore renforcée, en 1986, par l'implantation dans le Nord-Est de la commune du nouveau centre managérial de Milano Oltre –, elle n'a pas été unique.

Il est difficile de fournir une explication précise de ce phénomène qui contredit la plupart des théories économiques sur les mécanismes et les vertus de la concentration, mais on peut avancer plusieurs facteurs : le manque de volonté politique, tandis que celle-ci fut déterminante dans pour l'essor de La Défense et de Canary Wharf ; l'implication directe de nombreuses entreprises milanaises dans la transformation de leurs propres zones industrielles, qui leur a permis de profiter de l'occasion pour s'offrir un nouveau siège à moindre coût ; les faibles financiarisation et innovation des grands groupes italiens (Gallino, 2003) qui rendent moins intéressantes la veille et les synergies locales en termes de stratégies de marché et de recherche ; enfin, la possibilité que la concentration des entreprises de Silvio Berlusconi à Segrate (Fininvest, Canale 5, Mondadori) ainsi que le rôle de Milano 2 dans son histoire personnelle aient agi comme un repoussoir pour d'autres groupes et d'autres grandes familles du capitalisme italien qui auraient vu dans la commune un lieu trop marqué symboliquement par la figure du magnat d'Arcore.

## Réinventer une mémoire et une identité des lieux

Pour finir, il convient d'offrir un aperçu des modalités de disparition de la mémoire locale antérieure des espaces étudiés – celle du Segrate populaire, immigré et interlope du milieu du  $xx^e$  siècle, mis en scène par Luchino Visconti dans *Rocco et ses frères* (1960) – et de son remplacement par ce que Claude Chaline (1999) décrit comme une nouvelle identité élaborée selon une logique englobante de marketing urbain, qui se veut positive pour le quartier et la métropole. En effet, si le rapport pratique et symbolique des résidents à cette nouvelle identité urbaine des espaces refondés a en partie déjà été présenté (Cousin, 2012, 2013), ce sont les architectes et les promoteurs qui s'attachent initialement à la façonner. D'ailleurs, sur ce point, on observe des différences notables entre San Felice et Milano 2.

L'élaboration symbolique semble avoir été négligée lors de la réalisation de Milano San Felice, si ce n'est dans le choix du toponyme de l'ensemble résidentiel qui, en accolant le nom du lieu-dit périphérique à celui de la métropole, visait à établir que

le premier serait désormais avant tout une partie, une extension, de la seconde. Il s'agissait donc, par une manipulation sémantique, de remettre en cause la représentation qui faisait coïncider la ville de Milan avec les limites administratives de la commune centrale<sup>28</sup>. Mais, en termes de réalisation architecturale, matérielle, de l'ensemble résidentiel, aucun effort sémiotique particulier n'a été fait pour connoter, évoquer, si ce ne sont les tons vaguement ocres des maisons jumelles et le « verdissement » : ce pendant de la rhétorique anti-urbaine (Calenge, 1997) qui voit dans le design paysager le remède à tous les maux et désordres de la ville industrielle, et qui – à San Felice – va jusqu'à laisser le lierre grim pant recouvrir complètement les immeubles ; joignant ainsi l'expression d'une communion renforcée avec la nature à la disparition du gris trop banlieusard du ciment brut sous un signe d'historicité, d'enracinement ancien (au sens propre) du quartier.

La stratégie promotionnelle fut différente dans le cas de Milano 2<sup>29</sup>, malgré les quelques années à peine qui séparent les réalisations des deux ensembles. Conscient de ce que cette proposition en banlieue avait d'atypique pour l'*habitus* résidentiel et le sens de la distinction de nombre de ses clients potentiels, Silvio Berlusconi s'efforça de plusieurs façons de doter le quartier d'une image d'authenticité. Ainsi avançait-il, certes, l'argument écologiste d'un retour au vert et à la nature paysagère (Berque, 1997) comme permettant de se purger de tous les aspects négatifs de la modernité et de la ville qui l'incarnerait, mais il ajoutait à cet aspect fonctionnel la valorisation d'une nature présentée comme porteuse de la mémoire originelle des lieux. Si « à côté des jeunes arbres, ont été plantés des arbres déjà pleinement formés, d'une taille pouvant aller jusqu'à 10-12 mètres, afin de créer dès le début un environnement agréable et un paysage achevé » (Berlusconi, Medail, 1976 : 38), « les arbres existant ont généralement été conservés, parfois au prix d'aménagements considérables, même quand il ne s'agissait pas de bois de valeur, comme dans le cas des peupliers. Ils ont été considérés comme un don précieux du passé : rien ne saurait remplacer leur effet spatial, le lien avec le temps qu'ils confèrent à ce qui les entoure » (*ibid.* : 36).

Par ailleurs, cette volonté de pallier un – supposé – manque d'identité locale est aussi explicitement présentée comme étant à l'origine de la conception du bâti qui comporte, notamment, un « traitement architectural des édifices (matériaux, couleurs, etc.) lié à des images traditionnelles et ainsi en mesure de relier idéalement la ville nouvelle à l'environnement et au passé. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut ressentir, même dans le cadre d'une ville sans histoire, la sensation plaisante et rassurante de “déjà connu”, de “déjà vu” » (*ibid.* : 28). « À commencer par la couleur : une couleur qui, à travers toutes les nuances de l'ocre au rouge, se rattache aux “teintes” traditionnelles de l'architecture italienne, en créant avec le vert du paysage

<sup>28</sup> C'est la même logique symbolique qui conduit à baptiser le projet initial du Chesnay-Trianon (Parly 2) du nom de « Paris 2 », avant que l'administration ne s'y oppose en arguant de l'unicité de la capitale ; et c'est une démarche similaire qui présida à la création du code postal « Paris La Défense ».

<sup>29</sup> Sur les différences entre les styles architecturaux de San Felice et Milano 2, voir aussi Filippo De Pieri et Paolo Scrivano (2001).



des effets chromatiques vifs mais ennoblis par un usage pluri-centenaire ; mais, au-delà de la couleur, l'utilisation de matériaux traditionnels et éternels – comme la terre cuite (pour les tuiles des toits et les sols sous les arcades), la pierre (pour les chemins en gravier et galets) et le bois (pour les balustrades des terrasses) – souligne aussi la volonté de ne pas “rompre” avec les habitudes de toujours » (*ibid.* : 58). On l'aura compris, à Milano 2, le béton n'est jamais apparent et les matériaux plastiques ou synthétiques, si caractéristiques de la modernité industrielle, sont censés être réduits à la portion congrue.

Le quartier refondé et la culture matérielle dont il participe sont ainsi définis par les promoteurs comme « une heureuse synthèse de modernité et tradition » (*ibid.* : 54), dont les espaces communs paraissent « ramener à la dimension, humaine et communautaire, qui caractérisait les places traditionnelles des villes médiévales », « cette “dimension humaine” qui caractérisait les villes traditionnelles du passé » (*ibid.* : 153). Pour reprendre le titre de la première plaquette que Giorgio Pedroni, Luigi Caccia Dominioni et Vico Magistretti (1967) avaient réalisée sur San Felice, il s'agissait de les convaincre qu'ils pourraient y « vivre aujourd'hui, avec la saveur d'hier, la vie de demain ».

Planifiée dès la conception du nouveau quartier comme produit immobilier, cette réinvention symbolique se distingue donc nettement du travail et des stratégies de (re)valorisation sélective du bâti et de l'histoire locale par les habitants eux-mêmes, tels qu'on les observe dans les espaces connaissant un processus de gentrification progressive (Zukin, 1982 ; Tissot, 2011). Sous cet aspect, Milano 2 est plutôt caractérisée par une intention esthétique et sémiotique similaire au « style espagnol » adopté à partir du milieu des années 20 à Santa Barbara, dans une perspective revivaliste visant à conférer une identité et une unité architecturale anti-industrielles à la ville californienne (Molotch *et al.*, 2000). Dans les deux cas, les références historiques du bâti (neuf), ainsi que l'insistance sur le caractère multifonctionnel du quartier et sur la circulation piétonnière en son sein relèvent d'une rhétorique formaliste – dite néo-traditionaliste – du « retour aux sources locales ». Celle-ci a été théorisée au début des années 90 et est aujourd'hui systématiquement mise en œuvre par les représentants du *new urbanism*<sup>30</sup> pour produire un sentiment d'authenticité ; avec plus ou moins de succès selon les cas. De fait, en ce qui concerne Milano 2, la tentative a jusqu'ici donné lieu à une réception mitigée et clivante au niveau métropolitain : la plupart des classes supérieures milanaises (notamment les mieux dotées en capital culturel et celles exerçant des professions intellectuelles ou artistiques), et même quelques-uns des habitants du quartier lui-même, décrivent ce dernier en lui attribuant précisément le stigmate que le travail de réinvention mémorielle cherchait à éviter ; c'est-à-dire en le dénonçant comme un lieu « factice », « artificiel », « un quartier en plastique », « un peu comme Legoland » (entretiens avec l'auteur, Milano 2, 2005-2008)...

<sup>30</sup> Voir notamment les réalisations des architectes-urbanistes américains Andrés Duany et Elisabeth Plater-Zyberk (et de leur cabinet DPZ), ainsi que celles du luxembourgeois Léon Krier (Sennett, 1997 ; Talen, 2005).

## Conclusion

Alors que Milan est la grande ville italienne où la distribution résidentielle des classes supérieures est la plus caractérisée par une centralité durable (Barbagli, Pisati, 2012), nous nous sommes attaché à rendre compte de la genèse matérielle et symbolique des quartiers qui constituent la principale exception à cette norme. En effet, bien avant de bouleverser les champs médiatique et politique italiens et de diviser les élites milanaïses à son propos, Silvio Berlusconi entreprit de remettre en cause la territorialité bourgeoise de la ville.

La nouveauté que les quartiers de refondation périphériques représentaient dans les années 70 s'est, depuis, progressivement diffusée dans la métropole milanaïse : non seulement parce que Silvio Berlusconi s'est inspiré par deux fois – pour bâtir Milano 3 et Milano Visconti – de ce qu'il avait déjà réalisé à Segrate, mais aussi parce que plusieurs autres ensembles résidentiels similaires ont surgi à proximité immédiate de San Felice. On peut citer les quartiers San Bovio (à Peschiera Borromeo) et Malaspina (principalement sur le territoire de Pioltello, mais aussi en partie à Segrate<sup>31</sup>), où ont notamment emménagé de nombreux jeunes couples qui avaient grandi dans les premiers espaces refondés et souhaitaient s'installer à proximité de leurs parents et habiter dans un environnement local semblable à celui qu'ils avaient connu enfants.

Néanmoins, le fait d'habiter un quartier périphérique de refondation, et plus généralement de résider en banlieue, concerne encore aujourd'hui une petite minorité des classes supérieures de la capitale économique italienne. Cela continue à être stigmatisé par la plupart des Milanais aisés comme un mode de vie inauthentique et comme un renoncement injustifiable à l'histoire et à l'offre culturelle de la ville tandis que, au contraire, les habitants de ces espaces en font souvent un signe de modernité, qui n'est pas sans évoquer la trajectoire sociale ascendante de nombre d'entre eux ou leur statut de Milanais de première génération.

Plus de 30 ans après l'achèvement de Milano 2, cette opposition ne peut être comprise qu'en relation avec le développement global, dans toutes les grandes métropoles européennes et nord-américaines, de quartiers gentrifiés cultivant la quête d'authenticité par la sublimation esthétique – plutôt que la réinvention – de la mémoire des lieux (Zukin, 2010). Mais, elle mériterait aussi d'être examinée à la lumière des grands chantiers que connaît Milan en vue de l'Exposition universelle de 2015, qui constituent des opérations de refondation de quartiers *centraux* participant, entre autres choses, d'un grand projet de *city (re)branding*. Enfin, dans le cas de Milano 2, la question reste en suspens de savoir si l'image des lieux finira, à terme, par s'affranchir de la référence récurrente à leur créateur. Car ses derniers ennuis judiciaires (liés à des délits de proxénétisme et de prostitution de mineure) et le fait qu'il logeait sur place les jeunes femmes conviées à ses parties fines ont plutôt nui à la réputation du quartier.

<sup>31</sup> De fait, San Felice lui-même est à cheval entre les communes de Segrate (principalement), de Peschiera Borromeo et de Pioltello.

## Références

- Abruzzese A., 1994, *Elogio del tempo nuovo. Perché Berlusconi ha vinto*, Gênes, Costa & Nolan.
- Barbacetto G., 2002, « Don Salvatore é tornato », *Diario*, 13 sept.
- Barbagli M., Pisati M., 2012, *Dentro e fuori le mura. Città e gruppi sociali dal 1400 a oggi*, Bologne, Il Mulino.
- Benzio C., 1985, « Amministrazione locale e gestione urbanistica nel Secondo Dopoguerra : il caso della "città giardino" di Viareggio », *Storia Urbana*, 33.
- Berlusconi P., Medail G., 1976, *Milano 2/Una città per vivere*, Milan, direction de l'information d'Edilnord Centri Residenziali.
- Berque A., 1997, « Des toits, des étoiles », *Annales de la recherche urbaine*, 74, pp. 5-11.
- Bianchi E., Perussia F., 1986, *Lombardie vissute. Una ricerca sullo spazio vissuto*, Milan, Unicopli.
- Boltanski L., Chiapello È., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bondi S., Possa G., 2001, *Una Storia Italiana (matériel électoral)*, Forza Italia.
- Bourdieu P., Boltanski L., 1976, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2-3, vol. 2, pp. 3-73.
- Calenge C., 1997, « De la nature de la ville », *Annales de la recherche urbaine*, 74, pp. 12-19.
- Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- Chaline C., 1999, *La régénération urbaine*, Paris, Presses universitaires de France.
- Ciancimino M., La Licata F., 2010, *Don Vito. Le relazioni segrete tra Stato e mafia nel racconto di un testimone d'eccezione*, Milan, Feltrinelli.
- Cousin B., 2012, « Classes supérieures de promotion et entre-soi résidentiel : l'agrégation affinitaire dans les quartiers refondés de Milan », *Espaces et sociétés*, 150, pp. 85-105.
- 2013, « Ségrégation résidentielle et quartiers refondés. Usages de la comparaison entre Paris et Milan », *Sociologie du travail*, 2, vol. 55, pp. 214-236.
- Cousin B., Préteceille E., 2008, « La division sociale de l'espace milanais. Comparaison avec le cas parisien », *Mélanges de l'École française de Rome – Italie et Méditerranée*, 120/1, pp. 315-333.
- Dalmasso É., 1971, *Milano, capitale économique de l'Italie*, Gap, Ophrys.
- Davis M., 1990, *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, trad. de l'anglais par M. Saint-Upéry et M. Darteville, Paris, Éd. La Découverte, 1997.
- 1998, *Ecology of Fear. Los Angeles and the Imagination of Disaster*, New York, Metropolitan Books.
- De Pieri F., Scrivano P., 2001, « Milano 2, abitare nel marchio », *Il Manifesto*, 14 juil., p. 12.
- Del Balzo C., dir., 1977, *Comune di Segrate. Cenni storici, attività produttive*, Milan, Cantelli.
- Dematteis G., 1985, « Controubanizzazione e deconcentrazione : un salto di scala nell'organizzazione territoriale », in : Innocenti R., dir., *Piccola città e piccola impresa*, Milan, F. Angeli.
- Dorigati R., Drugman F., Molon M., 1975, « L'area metropolitana milanese », in : Ceri P., dir., *Casa, città e struttura sociale. Indagini sulla produzione della città in Italia*, Rome, Ed. Riuniti.

- Floris A., Pirovano C., Poli M., dirs, 2007, « Abitare in un'isola residenziale », pp. 131-144, in : Boeri S. et al., dirs, *Milano. Cronache dell'abitare*, Milan, B. Mondadori.
- Foot J., 2001, *Milano dopo il miracolo. Biografia di una città*, trad. de l'anglais par E. Squirru, Milan, Feltrinelli, 2003.
- Gallino L., 2003, *La scomparsa dell'Italia industriale*, Turin, Einaudi.
- Gallione A., 2006, « Casa, le cinque zone dai prezzi d'oro. Viaggio dove il valore degli appartamenti continua a crescere », *La Repubblica*, 1<sup>e</sup> févr.
- Garreau J., 1991, *Edge City. Life on the New Frontier*, New York, Doubleday/Anchor.
- Gomez P., Travaglio M. (documents judiciaires rassemblés et commentés par), 2005, *L'amico degli amici*, Milan, Biblioteca Universale Rizzoli.
- Ingold A., 1998, « Francia e Italia : panorama di storia urbana », *Storia urbana*, 82-83, pp. 151-176.
- Longhi G., 1995, « Alcune contraddizioni del secondo dopoguerra italiano », *Storia urbana*, 73, pp. 179-212.
- Lucarno G., 1999, « Segrate e il sistema dei collegamenti con l'area metropolitana milanese », in : Schiavi A., Squarcina E., Malvasi M., *Trasformazioni territoriali in contesto metropolitano. I casi di Settimo Milanese e Segrate*, Milan, Edizioni Istituto di Scienze Umane.
- Magri S., Topalov C., 1987, « De la cité-jardin à la ville rationalisée : un tournant du projet réformateur (1905-1925). Étude comparative France, Grande-Bretagne, Italie, États-Unis », *Revue française de sociologie*, 3, vol. 28, pp. 417-451.
- Mamoli M., Trebbi G., 1988, *Storia dell'urbanistica. L'Europa del secondo dopoguerra*, Rome/Bari, Laterza.
- Martinotti G., 1993, *Metropoli. La nuova morfologia sociale della città*, Bologne, Il Mulino.
- Massey D. S., Denton N. A., 1988, « The Dimensions of Residential Segregation », *Social Forces*, 2, vol. 67, pp. 281-315.
- Molotch H., Freudenburg W., Paulsen K. E., 2000, « History Repeats Itself, but How? City Character, Urban Tradition, and the Accomplishment of Place », *American Sociological Review*, 6, vol. 65, pp. 791-823.
- Musso P., 2003, *Berlusconi, le nouveau prince*, La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube.
- 2005, « Le phénomène Berlusconi : ni populisme ni vidéocratie, mais néo-politique », *Hermès*, 42, pp. 172-180.
- Pacione M., 1984, *Rural Geography*, Londres, Harper and Row.
- Panin U., 1964, « Trapiantata una fetta di Scozia fra le seicento villette di Rovagnasco », *Il Corriere della Sera*, 29 nov.
- Pedroni G., Caccia Dominioni L., Magistretti V., 1967, *Milano San Felice. Vivere oggi, con il gusto di ieri, la vita di domani*, Milan, Studio Pedroni.
- Robbiani R., 2008, *Conosci San Felice ?* Accès : [www.san-felice.it/index.php?option=com\\_content&task=view&id=225&Itemid=214](http://www.san-felice.it/index.php?option=com_content&task=view&id=225&Itemid=214). Consulté le 26/03/14.
- Squarcina E., 1989, *Il paesaggio dell'espansione metropolitana : il caso di Segrate*, Milan/Segrate, Circolo culturale Janus.

- 1999, « Di più e diversi : l'evoluzione quantitativa e qualitativa della popolazione di Segrate », in : Schiavi A., Squarcina E. et Malvasi M., *Trasformazioni territoriali in contesto metropolitano. I casi di Settimo Milanese e Segrate*, Milan, Edizioni Istituto di Scienze Umane.
- Sennett R., 1997, « The New Capitalism », *Social Research*, 2, vol. 64, pp. 161-180.
- Talen E., 2005, *New Urbanism and American Planning : The Conflict of Cultures*, New York, Routledge.
- Tissot S., 2011, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Éd. Raisons d'agir.
- Topalov C., 1974, *Les promoteurs immobiliers. Contribution à l'analyse de la production capitaliste du logement en France*, Paris / La Haye, Mouton.
- Tosches N., 1986, *With power on Earth*, New York, Arbor House.
- Ufficio Studi Mediobanca, 2007, *Le principali società italiane*, Milan, Mediobanca.
- Ufficio Vendite Milano San Felice, 1976, *Milano San Felice. Ieri, oggi, domani*, Milan, Settore Nord/Nuove Costruzioni.
- Veltri E., Travaglio M., 2001, *L'odore dei soldi. Origini e misteri delle fortune di Silvio Berlusconi*, Rome, Éd. Riuniti.
- Ziegler J., 1990, *La Suisse lave plus blanc*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Zucconi G., 1986, « La città aziendale : Metanopoli nella strategia del gruppo ENI », *Storia Urbana*, 34, pp. 211-234.
- Zukin S., 1982, *Loft Living. Culture and Capital in Urban Change*, Baltimore, J. Hopkins University Press.
- 2010, *Naked City. The Death and Life of Authentic Urban Places*, Oxford, Oxford University Press.